

<http://ugtg.org/spip.php?article905>



Le peuple a parfaitement le droit d'entrer au Conseil général !

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -



Date de mise en lignemardi 12 mai 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

L'ancien secrétaire général de l'UGTG (1985 - 1993) s'exprimait sur [Radyotanbou](#) le samedi 9 mai 2009.



Congrès : L'interpellation des élus politiques !

La manifestation du jeudi 7 mai à Basse-Terre devait se dérouler en trois temps et avait des objectifs précis.

Il s'agissait d'abord d'une mobilisation autour des travailleurs en grève pour certains depuis plusieurs mois ou semaines : Les pompiers de l'aéroport géré par la CCI en grève depuis le 17 décembre 2008, les travailleurs de la Maison Départementale de l'Enfance depuis 44 jours, ceux d'Orange Caraïbe en grève depuis plus d'un mois à Orange Caraïbes, les contrats aidés mobilisés depuis le 20 janvier, les salariés de l'ASFO, des chantiers AUDEBERT, d'ESPACE CLOTURE, de la CGRR...

Toute une série de conflits, de mouvements nous constatons que les patrons, tantôt pour certains, refusent purement et simplement de négocier, tantôt pour les autres le font sans intention de régler le conflit.

Plus les travailleurs en situation de chômage (partiel ou total) dans trois hôtels : Pierre & Vacances, Club Med, Manganao. 750 travailleurs de l'hôtellerie sur lesquels le patronat exerce un chantage. Le patronat leur tient le discours suivant : **Si vous voulez que nous rouvrons ces hôtels, non seulement vous ne devez plus faire grève, mais en plus il ne doit plus y avoir de grève en Guadeloupe.** Ils exigent un climat social serein : sans grève, sans blocage, sans manifestation, sans problème d'essence. Autrement dit, il faut que non seulement vous autres travailleurs de l'hôtellerie vous mettiez à genoux, mais qu'aussi tous les travailleurs de Guadeloupe se prosternent devant nous. C'est seulement à ces conditions que nous envisagerons d'ouvrir les hôtels : pour certains à partir de fin juin ; pour les autres à compter d'octobre. Voilà les conditions posées par ces trois groupes hôteliers !!! Et cela au moment même où l'état leur octroie des sommes faramineuses pour le soutien à l'hôtellerie et que la région leur octroie des sommes considérables pour soutenir l'emploi et l'hôtellerie.

D'autre part c'était aussi pour dénoncer le fait qu'il y a encore 30000 salariés qui ne bénéficient pas des dispositions de l'accord Bino initial, compte tenu des positions prises par l'état sur une extension désossée de l'accord initial : en enlevant et le préambule et l'article 5 lequel prévoit la prise en charge par le patron du

différentiel à la fin du versement des aides ; dans un an pour les collectivités et dans trois ans pour ce qui est de la part de l'état. Il y a donc 30000 travailleurs qui sont exclus complètement de cette disposition, donc de l'accord Bino initial.

Enfin il s'agissait de dénoncer le fait que la plupart des dispositions contenues dans l'accord signé le 4 mars 2009 ne sont pas encore appliquées.

Premier exemple : L'état s'était engagé à ce que les 100 euros qu'il versait et les 50 euro des collectivités seraient payés à partir du mois d'avril et au plus tard au mois de mai, avec rappel. Aujourd'hui nous entendons via des déclarations écrites faites dans les journaux qu'ils paieront en juillet. Et le préfet va lui plus loin en affirmant qu'il paiera juillet et verra s'il pourra payer ces 100 euro tous les 3 mois ! Comme s'il s'agissait d'une pension de retraite.

Là aussi nous disons que les dispositions arrêtées ensemble ne sont pas respectées. La première chose qu'il leur appartient de faire, c'est d'appliquer ce qui a été arrêté et signé. Ensuite seulement nous ferons le point pour savoir dans quelles conditions les choses se passent. Mais si ils ne l'appliquent pas du tout c'est qu'il y a un problème.

Autre exemple de ce que nous dénonçons : des négociations ont été menées avec les grandes surfaces. Après de vifs débats, ils ont fini par accepter une baisse sur la base des prix que nous demandions. **Mais arrivé à l'application de cette baisse qu'avons-nous constaté depuis ?** Un, que toutes les denrées ne figurant pas dans la liste des 100 produits de première nécessité ont augmenté en flèche. Deux, que les produits de 1ere nécessité qui ont baissé, eh bien, il faut une loupe sinon un microscope pour les chercher à l'intérieur des rayons. 3eme chose constatée : dans le même temps qu'ils augmentent les autres produits, ils vous font croire qu'ils font des promotions. Mais que ces promotions consistaient à proposer aux clients l'achat de gros lots. Par exemple : 10 boites de lessive, 5 packs de coca, un carton de 10 à 15 kilos de cuisses de poulet. Autrement dit, il faut s'acheter 3 congélateurs et prendre plusieurs chariots sur les parkings ; mais également faire un prêt à la banque pour payer ces courses. Autrement dit, ils veulent réhabituer le peuple à non seulement pousser des chariots, mais en plus y aller en famille pour pousser tous ces chariots.

C'est cela qu'ils sont en train de faire !

Voilà ce que nous dénonçons ! Et dans le même temps que nous le faisons, que constatons nous ?! Que tout le monde se tait : l'état prend son pied aux états généraux avec ses fonctionnaires ; et les élus politiques font des petites combines sur le dos du peuple. Voilà le sens de la manifestation de Basse Terre avec comme objectifs de sensibiliser la population et d'interpeller à la fois l'état et les politiques sur cette question. C'est pourquoi nous avons prévu de faire cette manifestation en trois temps.

1er temps : Sensibiliser la population basse-terrienne à travers un défilé dans les rues de la ville. Il y avait entre 8 et 10 mille personnes défilant en conscience et en responsabilité. Sans bruit, sans désordre, gentiment. La manifestation s'est bien passée, il n'y avait comme d'habitude aucune difficulté.

2e temps : Il faut que le peuple, compte tenu de son niveau de mécontentement et compte tenu du fait qu'il s'est déjà mobilisé pendant 44 jours se mobilise et aille là où ces messieurs se rassemblent pour comploter. Il fallait que le peuple y aille pour voir comment cela se passait. Nous lui avons dit que nous rentrons au conseil général qui est à nous, le peuple, à tout le monde. Nous y entrons, sans rien casser, sans rien briser. Nous y allons pour parler. Nous y entrons et nous nous y installons. Lorsque que nous finirons de parler entre nous, nous sortirons et nous leur donnerons la place pour leur réunion.

Et à ce moment, 3e temps, comme nous avons été invités, nous entrerons a nouveau, non pour leur dire ce qu'ils attendent qu'on leur dise... mais bien ce que nous, nous avons à leur dire, par rapport à ce que nous attendons d'eux. Et qu'attendons-nous d'eux ?! D'abord en tant qu'élus guadeloupéens, qu'ils prennent leurs responsabilités vis-à-vis du peuple qui les a mis en place ; qu'ils soulagent les souffrances de ce peuple et qu'ils disent à l'état et au patronat de respecter les guadeloupéens. Nous ne pouvons pas admettre qu'il y ait 750 personnes menacées de licenciement dans l'hôtellerie ; nous ne pouvons pas admettre qu'il y ait des travailleurs en grève depuis si longtemps ; dont certaines grèves impliquant directement le président du conseil général, comme à la MDE.

Le peuple a parfaitement le droit d'entrer au Conseil général !

Leur dire que nous sommes d'accord pour travailler demain, mais que les sacs vides ne tiennent pas debout... Qu'ils doivent donc dès maintenant nous dire comment ensemble nous allons travailler dès aujourd'hui sur ces sujets et quelles dispositions ils entendent prendre pour faciliter la résolution de ces problèmes. **C'est cela que nous appelons une interpellation des élus politiques. Tels étaient les objectifs de cette manifestation à Basse-Terre.**

Comment cela s'est-il passé ?

Lorsque nous sommes arrivés, et j'en profite pour démystifier, tout le monde savait comment le LKP fonctionne : il y a devant la sécurité et les responsables. Il n'y a jamais eu de débordement dans nos manifestations. Cela ne s'est jamais produit. Le service de sécurité est dimensionné eu égard à la taille de nos manifestations. Le service de sécurité est dirigé par des professionnels. Il y a un maillage de militants professionnels et de bénévoles.

Nous surveillons également les débordements sachant qu'il y a des professionnels de la subversion et de la provocation : Il s'agit des RG qui sont présents, des officiers de police judiciaire présents pour constater les dérapages, il y a également les services de la DST, il faut le dire, (contre espionnage) présents dans la manifestation avec un rôle plus politique. Nous les voyons, nous savons qui ils sont, nous les avons déjà identifiés et savons le rôle qui est le leur.

Arrivés au devant du conseil général, rien ne s'est fait dans la pagaille. Même s'il y a 48 responsables au sein du LKP, il y a toujours un de ces camarades qui se voit charger d'aller voir le responsable du lieu vers où l'on se dirige. Il a donc rencontré Pierre Reinette et lui a expliqué ce que nous venions faire. Et informé du fait que nous libérerions les lieux pour le Congrès. Nous avons aussi rencontré les personnels, dont la plupart est syndiquée à l'UGTG à FO à la CGTG, à la CFTD, à la CFTC. Et il n'y a pas longtemps, c'est moi qui ai mené les négociations avec l'intersyndicale, le LKP et le Conseil général sur les problèmes rencontrés par ces personnels ; notamment une cellule d'appui psychologique pour les souffrances qu'elles éprouvent et aux harcèlements qu'ils subissent de la part de certains directeurs et chefs de service.

Il n'y a donc eu aucun incident. De plus ces personnes avaient déjà terminé la mise en place de la salle. Il n'y a eu aucune pression sur personne et à aucun moment. Quant à Pierre Reinette, je suis très étonné, surpris et même choqué d'entendre sur les ondes radio que le président de conseil général a fait un communiqué affirmant que Pierre Reinette aurait été molesté. Il est impossible qu'une seule personne ait pu avoir ne serait ce qu'une altercation avec Pierre Reinette, un guadeloupéen que tout le monde connaît et respecte. Nous disons que c'est inadmissible.

Mais tout a une explication... GILLOT sait très bien que non seulement, aucune personne, aucun responsable n'agressera ni Pierre Reinette ni personne d'autre ; mais que personne ne se retrouvera en situation incontrôlée dans une de nos manifestations ; pour qu'un tel dérapage survienne. Sachant cela, lorsqu'on fait une telle déclaration, cela signifie précisément que l'on poursuit un objectif précis. Et c'est extrêmement grave. Les déclarations et les propos de GILLOT et surtout de LUREL vis-à-vis du mouvement... Pour LUREL, cela ne nous étonne pas : il a toujours, craché, toujours vomi sur ce mouvement. Puisque ce mouvement le gêne. Ce mouvement remet en cause toute une série de comportements qu'il a vis-à-vis du peuple guadeloupéen. Il n'aime pas un peuple debout, il ne l'aime que couché ou tenant en main un bulletin de vote à son nom. Mais de la part de GILLOT... Il est complètement dépassé. Et il a aussi dépassé la limite. Il a été jusqu'à dire que nous avons essayé de mettre des divisions entre LUREL et lui. Mais en lisant le quotidien France-Antilles du jeudi 7 mai : qui critique avec véhémence le Congrès ?! Ce n'est pas nous mais précisément... Victorin LUREL.

Voilà donc un homme, GILLOT, tombé en pleine mer, ne sachant pas nager et à qui nous avons tendu une bouée... Pour qu'il puisse tenter de s'en sortir... Que lui restait-il à faire. En pareil cas, on n'a qu'une chose à faire après s'y être accroché : suivre le courant. Soit celui-ci vous emmènera vers la terre ferme et vous

Le peuple a parfaitement le droit d'entrer au Conseil général !

serez sauvé, soit il vous entraînera vers le large ; et là, un bateau de passage pourra vous récupérer. Mais notre homme a voulu aller trop vite : il a vu passer un requin, a pris ce dernier pour un hors bord et y a embarqué. Mais ce qu'il ignore c'est que ce requin a déjà un harpon ; qu'il a été harponné par le peuple. Que fera ce requin, sinon plonger et le noyer. C'est ce qu'il est en train de faire présentement.

C'est pourquoi, sur la question de l'agression dont il a parlé, nous disons à GILLOT, qu'il lui appartient le plus rapidement possible, le plus rapidement possible, de faire un communiqué de démenti où il s'excusera devant le peuple de Guadeloupe pour ces mensonges tenus sur le mouvement.

Deuxième chose, au regard de ses déclarations faites avec LUREL parlant d'insurrection, de coup d'état, que c'est une atteinte grave à la démocratie... Nous disons non : **Le peuple a parfaitement le droit de pénétrer dans l'enceinte du Conseil général, pour manifester, de façon symbolique, son mécontentement par rapport au fonctionnement des élus politiques !**

Et nous tenons à préciser que si nous étions venus avec l'intention d'empêcher la tenue de ce Congrès des élus, nous aurions attendu que leur réunion démarre pour y débarquer. Nous sommes venus suffisamment tôt, bien avant l'heure prévue pour le Congrès [14H30] ; nous nous sommes installés ; avons symboliquement occupé les lieux ; gentiment, de manière contrôlée et clean...

A l'heure prévue pour la réunion nous nous sommes retirés de la salle. Pour nous placer là où se tient le public : à l'extérieur de l'enceinte ou à l'arrière de la salle - derrière l'espace réservé aux élus.

Or qu'avons-nous constaté ? Eh bien que ces messieurs ont préféré jouer aux vierges effarouchées, car incapables de supporter la sueur du peuple, la présence de milliers de personnes autour du Conseil général.

Ce peuple ils ne l'aiment que lorsqu'il est transformé en bulletin de vote... Ils ont préféré se réfugier... aux sous-sols du Conseil régional - peut-on l'imaginer - pour tenir une conférence de presse afin de vomir sur le peuple, de le mépriser et de nous faire passer pour des sauvages et des putchistes. Et allant jusqu'à parler d'insurrection.



Ka nou pé konpwann adan on sitiasyon kon sa ?

Voilà des gens élus, face à un peuple en souffrance, face à un peuple en difficulté, qui crie au secours et leur demande ce qu'ils font, eux, après toutes ces mobilisations, après ces 44 jours... Et c'est ce comportement qu'ils décident d'adopter contre ce peuple là !

Chacun devra assumer ses responsabilités, de même qu'ils devront assumer la propagande éhontée qu'ils

Le peuple a parfaitement le droit d'entrer au Conseil général !

ont tenté de faire avec, non les média mais des hommes politiques déguisés en journalistes. Je prends mes responsabilités en le disant : il est inadmissible que RFO ait pu permettre à ERIC RAYAPIN - qui est un élu politique, de la majorité du Conseil général et du Conseil général, qui a figuré en troisième position sur la liste Moutoussamy [aux dernières élections municipales] et qui a tenu des propos d'une extrême gravité lors de cette campagne des municipales contre des citoyens figurant sur la liste de Laurent Bernier - puisse se retrouver en tant que journaliste politique en service commandé à faire des commentaires. Il faut que le peuple exige que Rayapin soit retiré des émissions politiques de RFO, pour lui confier la rubrique des faits divers et des reportages sportifs !

**Je préfère encore que ce soit LUREL ou GILLOT qui fasse les reportages et couvrent de tels évènements !
Car vaut mieux avoir à faire à dieu qu'à ses saints...**

Rosan Mounien,
Samedi 9 mai 2009

Source : [Radyotanbou](#)